

Tunisie : les forces politiques en présence à l'été 2013

mercredi 18 septembre 2013, par [LEROUGE Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 30 août 2013).

Sommaire

- [La Troïka dirigée par le \(...\)](#)
- [Union pour la Tunisie \(UPT\)](#)
- [Le Front populaire](#)
- [L'UGTT](#)
- [Parmi les forces de moindre](#)

Cet article constitue un encart figurant dans un l'article **Tunisie : entre le déjà plus et le « pas encore »** paru dans la revue Inprecor n° 597.

Il existe en Tunisie plus de 150 partis politiques, aux apelations changeantes (1). Un grand nombre d'entre eux ne cessent de scissionner et fusionner. Plus du tiers des députés élus en octobre 2011 *« ont changé de parti et ne représentent donc plus les électeurs qui les ont portés au palais du Bardo sur la base des promesses de leurs partis initiaux »*. (2)

Trois grands blocs sont en tête : la Troïka (menée par Ennahdha), l'Union pour la Tunisie (sous hégémonie de Nidaa Tunes) et le Front populaire.

La centrale syndicale UGTT est également présente, à sa manière, sur le champ politique.

La Troïka dirigée par le parti islamiste Ennahdha

Elle est au pouvoir depuis fin 2011. **Ennahdha** avait, en octobre 2011, obtenu 41 % des sièges à l'Assemblée nationale constituante (ANC). Ennahdha était fin juillet en chute libre dans les sondages avec 13 % d'intentions de vote (contre 19,7 % en juin), derrière Nidaa Tunes et devant le Front populaire.

Ennahdha est entouré de deux petits partis aujourd'hui en pleine déconfiture :

* le **CPR** (Congrès pour la République) qui a obtenu quelques ministres ainsi que la Présidence de la république pour Moncef Marzouki,

* **Ettakatol** (ex-FDTL, section de l'Internationale socialiste depuis janvier 2011 (3), qui a également obtenu quelques ministres et la Présidence de l'Assemblée nationale pour Moustapha Ben Jafaar.

Union pour la Tunisie (UPT)

C'est le seul candidat au pouvoir crédible dans le cadre électoral actuel.

* Sa principale composante est de très loin **Nidaa Tunes**, un parti néo-libéral constitué, en juin 2012, autour du membre de l'ancien régime Beji Caïd Essebsi (4), qui a été aussi Premier ministre de mars 2011 à fin 2011. Constitué 6 mois après les élections 2011, Nidaa Tunes ne dispose à l'ANC que de 5 % des députés. Mais ce parti, avec 20,3 % d'intentions de vote, dépassait dans les

sondages, fin juillet, Ennahdha de 7,3 % et le Front populaire de 12,8 %. On trouve dans Nidaa Tunes une partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie se réclamant de la laïcité, d'anciens responsables du parti de Ben Ali, ainsi que des petits courants venus du centre-droit ou du centre-gauche.

* Sont également présents dans l'UPT :

- D'une part un parti de centre-droit (**Al-Joumhouri / Parti républicain**, ex-PDP), qui fait des aller et retour entre Ennahdha et l'opposition, ce qui accélère la décomposition d'un parti qui est néanmoins passé dans les sondages de 2 % en juin à 4,6 % fin juillet ;
- D'autre part trois petits partis ayant des origines plus ou moins lointaines à gauche : **Al-Massar** (ayant partiellement ses origines dans l'ancien Parti communiste tunisien), **le Parti socialiste** (ex-PSG, une scission de 2006 du parti marxiste-léniniste PCOT, rebaptisé aujourd'hui Parti des travailleurs), et le **PTPD** (issu d'une scission d'un des groupes de la mouvance « Patriote démocrate/Watad », c'est-à-dire marxiste-léniniste).

Le Front populaire

Il a des militant-es qui jouent de longue date un rôle important au sein du mouvement syndical et associatif, ainsi que dans les mobilisations. Mais avec 7,5 % d'intentions de vote dans les sondages de fin juillet, il vient assez loin derrière les deux premiers blocs. Il dispose, par ailleurs, de moyens matériels de très loin inférieurs.

Le Front regroupe notamment des partis de tradition marxiste-léniniste (**Parti des travailleurs** (5), **PPDU** (6) et **Watad révolutionnaire** (6) ou trotskyste (**LGO**) (7), plusieurs partis **nationalistes arabes** (8), **le parti écologiste**, l'association **RAID (Attac & Cadtm)**, ainsi que des « **indépendants** », c'est-à-dire n'appartenant à aucun parti (9). Le Front populaire a été lancé le 7 octobre 2012 et dispose d'un peu moins d'une dizaine d'élus à l'Assemblée, soit environ 4 % des sièges.

L'UGTT

L'Union générale tunisienne du travail (UGTT), est la seule confédération syndicale réellement implantée. Matrice du mouvement national du temps de la colonisation, l'UGTT, ne s'est jamais limitée à un rôle revendicatif : elle estime avoir un droit de regard sur le fonctionnement de l'ensemble de la société tunisienne.(10)

Mais l'UGTT n'est pas pour autant candidate au pouvoir et se conçoit comme un contre-pouvoir. Son orientation, systématisée en juin 2012 (11), est de favoriser l'émergence d'un consensus entre toutes les forces politiques et sociales, y compris celles actuellement au pouvoir. La direction de l'UGTT est, depuis décembre 2011, orientée à gauche, mais entend rester indépendante de tout parti politique. Elle regroupe des membres appartenant à pratiquement tout le spectre politique tunisien, et son orientation repose sur la recherche d'un consensus interne acceptable par l'ensemble d'entre eux.

Parmi les forces de moindre importance

Certaines disposent de moyens importants et/ou de réseaux efficaces. On y trouve notamment :

* Plusieurs courants « **destouriens** » issus des partis de Bourguiba et/ou Ben Ali, dont celui de

Kamel Morjane (ancien ministre des Affaires étrangères de Ben Ali), et celui que tente de constituer **Hamed Karoui** (ex-Premier ministre de Ben Ali, et ex-secrétaire général adjoint du RCD).

* **Tayyar Al-Mahaba** (le courant de l'amour !), fondé par un patron richissime originaire de Sidi Bouzid mais vivant à Londres, ancien islamiste devenu proche de Ben Ali ! Son parti de l'époque, était arrivé en troisième position aux élections de 2011 (Al Aridha Echaâbia / La pétition populaire...).

* **L'Alliance démocratique** de Mohamed Hamdi et Mehdi Ben Gharbia : formée le 3 juillet 2013, elle regroupe une dizaine de députés, dont 9 sont issus du parti de centre-droit Joumhourî. (12)

Notes :

(1) Note de travail sur les partis politiques tunisiens.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22111>

(2) <http://www.lapresse.tn/01072013/69374/a-la-recherche-dun-difficile-consensus.html>

(3) Jusqu'au 17 janvier 2011, la section de l'Internationale socialiste était... le parti de Ben Ali. Le FDTL (aujourd'hui Ettakatol) est alors passé du rang d'observateur à celui de section officielle.

(4) Beji Caïd Essebsi avait notamment été ministre de l'Intérieur et de la Défense sous le président Bourguiba, puis Président de l'Assemblée nationale au début du règne de Ben Ali (1990-1991).

(5) Le Parti des travailleurs est le nouveau nom du PCOT, clandestin sous Ben Ali, et qui est considéré comme une des deux principales forces de gauche. Hama Hammami, le porte-parole du Front populaire, est le dirigeant historique le plus connu de cette organisation. voir

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22113>

(6) Le Parti des patriotes démocrates unifié (PPDU) / Watad unifié a notamment de nombreux militants très implantés syndicalement. Chokri Belaïd en était le secrétaire général. Le PPDU est considéré comme une des deux principales forces de gauche. voir

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22112>

(7) Sur la LGO, voir <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22114>

(8) Sur les nationalistes arabes, voir la revue internationale de l'Union syndicale Solidaires n°8 (automne 2012), page 35, disponible sur la page « Tunisie » de www.solidaires.org ou directement sur <http://orta.pagesperso-orange.fr/solidint/tunisie/tunisie.htm> Voir également

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29356>

(9) Pour une présentation des forces constituant le Front populaire, voir les articles publiés dans la page « Tunisie-à gauche » sur le site d'Europe solidaires sans frontières, et notamment les articles publiés à l'été 2012.

(10) Sur l'UGTT et son histoire, voir la revue internationale de l'Union syndicale Solidaires n°8 (automne 2012).

(11) Le texte de l'initiative de l'UGTT du 18 juin 2012 est disponible sur la page Tunisie de www.solidaires.org, ainsi qu'une interview à ce sujet publiée dans la revue n°8 (automne 2012), pages 65-66.

(12)

<http://www.tekiano.com/ness/politik/6333-tunisie-lalliance-democratique-nouvel-acteur-politique-me-ne-par-les-anciens-du-pdp-.html>

<http://www.letemps.com.tn/article-77452.html>

<http://www.lapresse.tn/27082013/71631/la-politique-des-quiproquos.html>

Voir en ligne : [Inprecor n°597](#)